

Appel aux organisations syndicales nationales de l'EN

L'assemblée générale éducation 93, investie depuis le 26 février dans le mouvement pour un plan d'urgence 93 et contre le choc des savoirs :

- demande aux organisations syndicales de l'EN d'appeler à une mobilisation d'ampleur des collègues, au niveau national, par la grève et la manifestation pour exiger le retrait du choc des savoirs et de la logique de tri social que cela implique ainsi que la destruction de l'éducation en général ;
- s'engage à poursuivre la mobilisation pour un plan d'urgence 93, jusqu'à satisfaction des revendications, par la grève et les actions de terrain.

Les personnels en lutte réuni·es en assemblée générale éducation 93

Mort de Wanys : la communauté éducative est en deuil et en colère

Nous avons appris la mort de Wanys Rahou, tué par une voiture de police la semaine dernière à Aubervilliers. Ce nouveau crime policier endeuille toute la ville : Wanys était pour beaucoup d'entre nous un ancien élève, un voisin, un proche de nos élèves ou enfants. Les vidéos choquantes qui ont circulé sur les réseaux sociaux montrent la brutalité de l'action des forces de l'ordre, qui a amené à la blessure grave d'un autre jeune, également sur le scooter de Wanys. Nous partageons nos condoléances et notre soutien à leurs proches.

Nous souhaitons rappeler une vérité simple : aucun·e jeune ne mérite de voir sa vie fauchée, pour quelque raison que ce soit. Cette mort s'inscrit dans une continuité de violences et de discriminations racistes que vivent nos élèves et enfants dès le plus jeune âge, de l'orientation scolaire subie aux contrôles policiers abusifs, contre laquelle nous nous insurgeons et que nous dénonçons pour beaucoup depuis longtemps. Combien encore d'élèves, d'ancien·nes élèves, de jeunes devront nous encore pleurer avant que cela ne cesse ?

Nous revendiquons une école de la justice sociale, une école émancipatrice, une école qui permette à chaque jeune de vivre sa vie pleinement en grandissant. Nous revendiquons pour cela un plan d'urgence depuis plusieurs semaines déjà, dans un département qui cumule les difficultés sociales et la stigmatisation raciste de sa jeunesse. Face à cela, c'est à une nouvelle preuve de la violence policière que nous assistons.

Depuis la mort de Wanys, tant de questions se posent à nous, personnel·les d'éducation et parents : comment protéger les jeunes ? Comment écouter leur colère ? Comment les accompagner et les soutenir face à ces violences ? Comment leur transmettre des valeurs essentielles comme la justice et l'égalité ? Les mots nous manquent souvent, et nous dénonçons qu'aucune mesure n'a été prise par beaucoup de directions d'établissement en direction de la communauté éducative depuis le 13 mars (communication aux familles, cellule psychologique, temps banalisé,...). L'école que nous souhaitons et que nous vivons n'est pas fermée sur elle-même, imperméable à la vie de nos élèves et enfants.

Nous dénonçons la réponse de l'État depuis la semaine dernière, qui a jugé opportun de mobiliser toujours plus de force policière dans la ville : 50 interpellations de jeunes pacifiques dimanche soir, 9 garde-à-vues. Nous demandons que le rôle des personnel·les d'éducation et des parents comme éducateurs et éducatrices soit remis au centre. Une nouvelle débauche de violence n'atténuerà jamais la colère légitime des enfants et adolescent·es de La Courneuve, et ne réparera en rien le choc de la mort de Wanys. Nous nous étonnons que lorsqu'il s'agit de moyens policiers démesurés (chars blindés, sniper,...), le plan d'urgence se réalise plus vite que lorsque des établissements s'effondrent et qu'il manque des personnel·les d'éducation face aux jeunes.

Enfin, nous exprimons notre soutien à la famille de Wanys dans leur quête de vérité et de justice, et notamment à la plainte déposée auprès du tribunal. Nous appelons à participer aux cagnottes en soutien à leur deuil et à leur combat. Nous participerons, en recueillement, à la marche blanche de jeudi, au départ de la mairie de la Courneuve.

Motion antiraciste

La répression qui a frappé les élèves du collège Delaune à Bobigny vendredi lors d'une action de blocage de leur établissement, nous rappelle combien les adolescent·es racisé·es subissent dès le plus jeune âge de la brutalité policière, expression d'un racisme institutionnel qui fait partie malheureusement de leur quotidien. Nous condamnons et continuerons inlassablement de condamner ces violences policières à l'encontre de nos élèves, les actuels comme les anciens.

Le meurtre de Wanys (ancien élève de La Courneuve) et les blessures d'Ibrahim commis par la police la semaine dernière à Aubervilliers nous mettent dans une profonde colère. La jeunesse de son quartier s'est révoltée ce week-end, et nous les comprenons. La répression a déjà commencé à s'abattre sur eux suite à cet énième crime policier. Nous nous devons d'être à leur côté face à la répression policière et judiciaire qui va suivre (mise en contact avocat, soutien pour financer les frais) et exiger une amnistie totale pour les révolté·es.

Le continuum des violences racistes est aussi dans l'accès au logement. Des élèves et leurs familles risquent d'être expulsés de leurs logements, ainsi que celles qui habitent dans le squat de la rue Gambetta à Montreuil. Nous avons au moins deux élèves qui risquent d'être chassés de leur logement dans notre collège Fabien. Nous exigeons l'abrogation de la loi Kasbarian qui facilite les expulsions et aggrave les conditions de vie de nos élèves.

L'accès à l'éducation est entravé par le Dasen de Créteil, Chaleix bloque l'inscription de jeunes mineurs isolé·es sous prétexte d'un manque de places dans les classes UPE2A. Il n'est pas à son coup d'essai, lorsqu'il était le Dasen de la Moselle il soutenait l'initiative d'un maire de ne pas scolariser de jeunes enfants Roms. Les pratiques racistes existent déjà dans notre administration et l'on se doit de les dénoncer comme telles. Nous devons exiger l'abrogation de la loi Darmanin qui entérine et généralise ces pratiques.

Enfin, alors que nous venons de « fêter » sinistrement les 20 ans de la loi 2004, matrice judiciaire d'un cadre islamophobe répressif, nous exigeons l'abrogation de la note de service sur l'interdiction des abayas et des qamis, qui au-delà d'être une diversion, renforce la ségrégation dans l'espace scolaire de nos élèves musulmanes et le harcèlement de l'institution scolaire à leur encontre.